

Les petits cadeaux du gouvernement aux agriculteurs

AGRICULTURE. A trois jours du Salon à Paris, l'exécutif veut alléger les difficultés du monde paysan, alors que se profile la libéralisation du secteur laitier.



Les mesures annoncées par le gouvernement, si elles satisfont la puissante FNSEA, déçoivent néanmoins une partie du monde agricole et les associations de défense de l'environnement. (LP/Olivier Boitet.)

« **LE MONDE AGRICOLE** ne va pas bien. Les prix baissent. Dans ce contexte, notre objectif est d'encourager la production et l'efficacité du modèle français », expliquait-on hier dans l'entourage du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll (PS). Le jour était bien choisi pour flatter les agriculteurs. Et annoncer en Conseil des ministres toute une batterie de mesures réclamées par le syndicat professionnel majoritaire chez les agriculteurs en France, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). A trois jours du grand rendez-vous médiatique du Salon de l'agriculture, à Paris, à un mois des élections départementales, où plane plus que jamais l'ombre de la montée du vote Front national dans les territoires ruraux, le gouvernement donne donc des gages à la puissante FNSEA, tout en

décevant une autre partie du monde agricole et les associations de défense de l'environnement.

« Le gouvernement ne fait qu'anticiper une partie des mesures de la loi Macron »

Les représentants de la FNSEA et de la Confédération paysanne

Sur quels sujets majeurs le gouvernement lâche-t-il du lest ? Après la ferme des Mille Vaches qui s'est lancée avec 500 vaches dans la Somme, revoilà la question brûlante des fermes géantes dont les projets se multiplient aujourd'hui en France, tendant à copier le modèle allemand. Le gouvernement a annoncé qu'il sera désormais plus facile pour les exploitants de créer et d'agrandir des élevages de volailles. A partir de

juin, seuls les élevages supérieurs à 40 000 poules ou poulets (contre 30 000 aujourd'hui) devront demander une autorisation. Autre motif de satisfaction pour la FNSEA : la réglementation sera assouplie pour les jeunes en apprentissage. Plus besoin d'autorisation pour les faire monter sur un escabeau ou travailler avec des machines dangereuses. Sur la question de l'eau, une cartographie nationale sera établie pour définir « ce qui est un cours d'eau et ce qui ne l'est pas, ce qui est contrôlable ou non », selon le président de la FNSEA, Xavier Beulin, qui a lui-même fait ces annonces avant le Conseil des ministres ! Par ailleurs, sur le volet social, le compte pénibilité dans l'agriculture mis en place à partir de 2016 pourrait être « forfaitisé par branche », comme le souhaitait la FNSEA, et non appliqué tâche par tâche. En somme, le

gouvernement simplifie des règles, assouplit des procédures administratives, avec pour objectif d'augmenter la compétitivité de la France, notamment par rapport à l'Allemagne. « Le gouvernement ne fait qu'anticiper une partie des mesures de la loi Macron pour la croissance », soulignaient hier en chœur la FNSEA et la Confédération paysanne, 3^e syndicat agricole en France, classé à gauche. Mais là s'arrête le consensus entre les deux organisations.

« Aujourd'hui, le ministre de l'Agriculture s'appelle Xavier Beulin, donc un homme également à la tête d'une entreprise qui s'appelle Sofiprotéol (NDLR : rebaptisée Avril depuis janvier, c'est un acteur financier et industriel majeur de l'agriculture mondiale), raille Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne. La FNSEA veut

continuer la concentration du secteur agricole en France. En libéralisant le secteur, en encourageant les agriculteurs à s'agrandir, on va droit dans le mur ! » dénonce-t-il. Du côté des associations environnementales comme France Nature Environnement (FNE), on grince aussi des dents. « Il va y avoir des agrandissements sans mesurer l'impact sur l'air, sur l'eau, sans que le citoyen puisse s'exprimer », déplore Jean-Claude Bévilard, président de FNE.

Une chose est sûre, ces petites fleurs à la FNSEA tombent à pic à l'heure où se profile la fin imminente des quotas laitiers (voir ci-dessous), qui promet un grand big bang dans le monde de l'élevage, et où les agriculteurs français pâtissent de l'embargo russe sur les produits européens.

BÉRANGÈRE LEPETIT

Le dernier forçat du lait

À GRONARD (AISNE), Joël Bertrand, 50 ans, est le dernier éleveur laitier. Une sorte de survivant droit dans ses bottes, dur à la tâche, les cheveux en bataille, qui part travailler à 5 heures le matin et se couche vers 23 heures. Toujours les mêmes bottes aux pieds, toujours les mêmes cheveux en bataille. A la ferme familiale du Rogneau, 100 vaches et 150 ha, à l'entrée d'un village de 80 habitants perdu au milieu du Thiérache picard, on est loin du modèle de la ferme des Mille Vaches située à une centaine de kilomètres de là, dans l'ouest de la Picardie. Mais le travail, c'est 7 jours sur 7, dimanche compris. Très peu de loisirs et des nuits parfois en pointillé quand une vache met bas.

Au Rogneau, être éleveur laitier, c'est un sacerdoce. Surtout que, depuis la crise du lait en 2009, Joël n'arrive plus à se verser de salaire. « Pour manger, c'est peanuts », lâche l'homme de 50 ans, qui ne pourrait plus continuer sans le salaire de sa femme, infirmière. Et avec la fin des quotas laitiers qui va libéraliser le secteur du lait au 31 mars prochain,

le prix du lait risque de fluctuer plus vite, au gré des variations du cours mondial. Il y aura des très hauts, des très bas. « Bref, ça va continuer à dégringoler », résume d'un trait Joël.

Depuis l'instauration des quotas laitiers en 1984, Joël doit produire 790 000 l de lait chaque année. Pas moins, pas plus, comme le veut l'Union européenne. Un mécanisme censé protéger les agriculteurs en stabilisant la production et donc le cours du litre de lait. Tous les deux jours depuis des années, c'est la

« Les jeunes, ils ne veulent plus travailler comme ça »

Joël Bertrand, éleveur laitier

routine, un camion passe chez Joël pour collecter le lait, qui part ensuite à 35 km de là, dans une laiterie de

Nouvion-en-Thiérache appartenant à un industriel puissant de l'agroalimentaire (qui n'a pas souhaité répondre à nos questions). Le lait de Joël sert à faire du maroilles, ce fromage plutôt corsé à la croûte orangée. Mais l'éleveur ne met pas trop son nez dans ce qui advient de son lait. Joël a toujours travaillé avec la même laiterie, comme son père, maire du village pendant dix-huit ans. Et avec la fin des quotas, va-t-on demander à Joël de produire plus ? Il



Gronard (Aisne), lundi. Joël Bertrand, 50 ans, est le dernier éleveur laitier de la commune. (LP/Arnaud Dumontier.)

ne sait pas encore. « Travailler plus, je veux bien, mais je suis au taquet. Le problème, c'est le prix du lait (NDLR : 31 centimes le litre en 2014) qui n'a pas augmenté depuis trente ans tandis que les charges et les remises aux normes ne font qu'augmenter. Certaines exploitations ne survivront pas à la fin des quotas », s'inquiète-t-il.

« Dans l'Aisne, on accompagne 48 familles d'agriculteurs, dont beaucoup d'éleveurs laitiers dans des situations d'endettement. Le problème, c'est que certains appellent trop

tard, la veille du passage de l'huisier, s'alarme Valérie Bouvet, accompagnatrice à l'association Solidarité Paysans Picardie. La fierté, c'est un problème d'agri. Le poids de l'héritage est énorme, ils refusent souvent de mendier, disent-ils, et donc ne veulent pas de RSA (revenu de solidarité active). » Chaque année en France, 400 agriculteurs se suicident. « 400 connus par an », précise Valérie Bouvier.

A Gronard, dans les années 1970, il y avait cinq éleveurs laitiers. Joël fait figure de dernier des Mohicans avec

son salarié. « Les jeunes, ils ne veulent plus travailler comme ça », regrette-t-il. Le frère de Joël, son ancien associé, a quitté la ferme familiale en 2010 pour raisons de santé. Son père s'est suicidé à l'automne dernier. Sa mère, octogénaire, est affaiblie. Reste sa femme et ses enfants, dont il parle avec fierté, mais qui ne veulent pas reprendre la ferme. Du côté de Gronard, on n'aime guère cette situation. « Tous les gens qui connaissent Joël se font beaucoup de souci pour lui », déplore un proche, lui aussi agriculteur. **B.L.**